

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 25/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RMG

ROUTE DE POINTVILLERS
Lieu-dit sur l'Arthe
25440 Pessans

Références : 2025-219
Code AIOT : 0005400082

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement RMG implanté D976 21130 Champdôtre. L'inspection a été annoncée le 28/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RMG
- D976 21130 Champdôtre

- Code AIOT : 0005400082
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RMG est autorisée, par arrêté préfectoral du 15/07/2004 modifié, à exploiter une carrière à ciel ouvert pour une durée de 22 ans, soit jusqu'au 15/07/2026, sur la commune de Champdôtre. L'autorisation d'exploiter a été transférée à la société RMG par arrêté préfectoral du 18 décembre 2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté que la clôture du site avait été endommagée sur environ 2 à 3 m, ce qui n'interdisait pas l'accès aux zones dangereuses (plan d'eau) à toute personne extérieure à la carrière. A la suite de l'inspection, la société RMG a fait le nécessaire pour rétablir la clôture et a envoyé une photo de la clôture réparée à l'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|--|--|-----------------------|
| 3 | Contrôle des eaux de nappe | Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 28 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 4 | Modalités de remise en état du site | Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 25.2 et 25.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Distances limites et zones de protection | Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 19 | Sans objet |
| 2 | Entretien et rejets du séparateur d'hydrocarbures | Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 26.3 - 1° | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux constats réalisés au cours de la visite concernent les modalités de remise en état de la carrière : l'exploitant a indiqué qu'il envisageait des modifications à la remise en état notamment du fait d'une quantité de stériles plus importante que prévu initialement, mais également afin de prendre en compte les enjeux actuels en matière de biodiversité sur le site. Si cette nécessité est confirmée par la société RMG, elle doit porter la modification à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Distances limites et zones de protection

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 19 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Limite d'extraction - délaissé périphérique |
| Prescription contrôlée : L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée de manière à ménager avec le bord supérieur de la fouille un massif suffisant pour garantir la stabilité des terrains voisins et l'intégrité des constructions et ouvrages extérieurs compte tenu de la hauteur de l'excavation et de la nature des terrains demeurant en place. En tout état de cause, les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m de la limite des surfaces pour lesquelles l'autorisation a été accordée. |
| Constats : Par courriel du 20/03/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier plan topographique avec bathymétrie (mis à jour le 14/11/2024). La mise à jour du 14/11/2024 du plan d'exploitation, qui apparaît globalement cohérente avec les constats lors de la visite, ne fait pas apparaître d'extraction à une distance inférieure à 10 m de la limite du périmètre autorisé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Entretien et rejets du séparateur d'hydrocarbures

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 26.3 - 1° |
| Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et rejets du séparateur d'hydrocarbures |
| Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche avec un point bas relié à un décanteur déshuileur garantissant un rejet dont la concentration en hydrocarbures n'excède pas 5mg/l. Celui-ci est régulièrement vidangé par une entreprise agréée. L'ensemble de l'installation (aire étanche + décanteur) est surélevé de 1m par rapport au terrain naturel. |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé qu'il n'y avait pas d'activité sur le site de la carrière depuis un an environ, et qu'il n'y avait donc pas d'engins sur place. Par courriel du 20/03/2025, l'exploitant a transmis le bordereau de suivi des déchets (BSD) du dernier curage du séparateur d'hydrocarbures. Les déchets ont été pris en charge le 11/10/2023. Les parties "10 - Réception par l'installation visée au cadre 2 (ou14)" et "11 - Réalisation de l'opération" n'avaient pas été remplies, ni signées, par l'installation de destination. Par courriel du 26/03/2025, l'exploitant a transmis l'annexe du BSD avec les parties 10 et 11 complétées et signées |

par l'installation de destination.

Par courriel du 20/03/2025, l'exploitant a transmis le rapport du 19/03/2025 présentant, entre autres, les résultats d'analyses réalisées en sortie du séparateur. La valeur mesurée en février 2025 (0,77 mg/l) est inférieure à la valeur limite de 5 mg/l fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cela étant, le rapport fait référence à la valeur seuil (10 mg/l) pour les hydrocarbures fixée par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, qui est une valeur supérieure à la valeur prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

OBSERVATION : Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte la valeur limite spécifique au site pour les hydrocarbures lors des prochaines analyses.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une aire bétonnée surélevée d'environ un mètre par rapport au terrain naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle des eaux de nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 28

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Un contrôle du niveau de la nappe doit être effectué à partir du piézomètre visé à l'article 16 par :

- un relevé mensuel des hauteurs piézométriques.
 - Une analyse des eaux prélevées suivant des méthodes normalisées de façon semestrielle par un organisme agréé. Elle doit porter sur les paramètres suivants : turbidité, hydrocarbures.
- Les relevés réalisés seront mis à la disposition de l'inspection des installations classées

Constats :

Par courriel du 20/03/2025, la société RMG a transmis le rapport d'analyses des eaux souterraines du 19/03/2025.

NON CONFORMITE : Le rapport indique que la surveillance des eaux souterraines se fait annuellement, tant sur les niveaux piézométriques que sur les paramètres contrôlés.

DEMANDE D'ÉVOLUTION DES RAPPORTS : Le rapport transmis comporte une interprétation des résultats d'analyse, mais uniquement par comparaison aux valeurs limites de l'arrêté ministériel du 11/01/2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine. Le guide du Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires « surveillance de la qualité des eaux souterraines » (2022) préconise de s'appuyer sur l'évolution vis-à-vis des résultats des précédentes campagnes (sur 2 ans), mais aussi aux critères de qualité des eaux préalablement établis (état initial, amont hydraulique, valeurs réglementaires, etc.). Il est donc demandé à l'exploitant de prendre en compte ces éléments, et plus généralement ceux issus du guide susmentionné, dans les prochains rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines de la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Modalités de remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 25.2 et 25.3

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de remise en état

Prescription contrôlée :

Article 25.2 - Modalités de remise en état

La remise en état progressive doit aboutir à l'aménagement de 2 plans d'eau d'une surface de 9,5ha.

Les travaux s'effectuent conformément aux dispositions suivantes (voir annexe 2)

- Les berges des plans d'eau doivent être talutées et modulées au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'extraction selon une pente irrégulière n'excédant pas 45° par rapport à l'horizontale. Les berges Nord Est et Sud Est auront une pente de l'ordre de 30°, les autres berges seront reprofilées et ramenées à une pente de 20°.
- Les contours des plans d'eau doivent être irréguliers et diversifiés évitant les lignes droites de manière à obtenir une grande variété du milieu,
- Des zones de passage filtrants doivent être maintenus sur le pourtour des bassins de manière à faciliter l'écoulement et le renouvellement des eaux,
- La terre végétale est régalée sur les berges et abords des plans d'eau,

- Les berges sont végétalisées,

- Les bassins de décantation et de rétention seront réaménagés en roselière (2000m² à "Pré Russey" et 1500m² à "Vie des As")

Article 25.3 - Vocation ultérieure des lieux

L'utilisation ultérieure des lieux doit s'effectuer sous le contrôle de la municipalité et des collectivités locales compétentes ainsi que par le comité d'entreprise de la SA ROGER MARTIN en favorisant l'insertion du site en tenant compte de l'écologie locale.

Un document définissant les conditions de réinsertion, d'utilisation et de gestion ultérieure du plan d'eau et d'entretien des lieux doit être établi et soumis à l'avis du laboratoire d'écologie et de la Fédération de la Pêche, de la DIREN, et de la DDAF, 12 mois avant la fin des travaux d'exploitation. Il proposera le statut juridique du plan d'eau. Ce document devra être annexé à la déclaration de fin de travaux d'exploitation.

L'utilisation des engins à moteur et la baignade devront être interdites.

Les activités relevant de l'utilisation ultérieure des lieux ne pourront pas débuter avant la levée des garanties financières.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que les travaux de remise en état ont débuté et que les installations de traitement ont commencé à être démantelées et évacuées du site. L'exploitant a

indiqué que le retrait des installations de traitement permettra l'extraction des matériaux restants sur la zone où elles sont implantées et le chemin d'accès.

La remise en état réalisée jusqu'à présent ne correspond pas aux modalités fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/07/2004. L'exploitant a indiqué que cela était notamment lié à une quantité de stériles plus importante que prévu initialement, mais également à la présence d'enjeux en matière de biodiversité sur le site. Les différences constatées et évolutions envisagées par l'exploitant sont notamment les suivantes :

- les berges drainantes ont été déplacées, notamment du fait de la présence d'hirondelles de rivage (espèces protégée) sur certaines berges, ce qui ne permet pas leur remblaiement ;

- l'ouverture initialement prévue, entre le bassin en cours d'exploitation et un autre bassin adjacent (non lié à l'exploitation actuelle), ne sera pas réalisée en raison de la présence d'espèces de poissons envahissantes dans le plan d'eau de la carrière, sachant que le plan d'eau qui aurait dû être relié au plan d'eau de la carrière est utilisé par des pêcheurs. L'inspection a précisé qu'un plan de lutte contre les espèces envahissantes est à mettre en place sans attendre la fin de la remise en état de la carrière.

- la localisation et/ou les dimensions des roselières, zones de cailloutis, et le tracé des berges sont différentes du plan de remise en état annexé à l'arrêté préfectoral du 15/07/2004.

La société RMG a indiqué envisager une demande de modification des conditions de remise en état, notamment afin de prendre en compte une quantité de stériles plus importante que prévu initialement ainsi que les enjeux présents sur le site en matière de biodiversité.

D'autre part, les dispositions de l'article 25.3 de l'arrêté préfectoral du 15/07/2004 apparaissent désormais obsolètes.

Par ailleurs, la société RMG a également fait part d'un projet photovoltaïque flottant en cours de réflexion sur le plan d'eau de la carrière et d'autres plans d'eau proches. Toutefois, elle a indiqué ne pas prévoir d'intégrer le projet photovoltaïque à la demande de modification des conditions de remise en état qu'elle envisage de déposer.

DEMANDE DE JUSTIFICATIF : Si la nécessité d'une modification des conditions de remise en état au regard des quantités de stériles issus de l'exploitation de la carrière et des enjeux présents sur le site en matière de biodiversité est confirmée par la société RMG, elle doit la porter à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Le dossier devra notamment évaluer l'impact des modifications au regard de la remise en état fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/07/2004, et justifier que les modifications envisagées garantissent, au minimum, le même niveau de protection de l'environnement, indépendamment de la réalisation du projet photovoltaïque flottant (son autorisation ne pouvant pas être préjugée lors de la mise à l'arrêt définitif de la carrière).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois